

Prochain tarif d'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel de GRDF

Date de la contribution : 20/11/2023

Introduction

Le CLEEE a pris connaissance de la trajectoire envisagée par la CRE pour l'évolution des tarifs de distribution dans le cadre du nouvel ATR.

Nous sommes particulièrement préoccupés par le sort des consommateurs industriels et tertiaires qui ne pourront pas à court terme se passer de gaz pour leur process ou leurs bâtiments et qui subiront ces hausses de plein fouet (hausses qui viendront s'ajouter à d'autres hausses qu'elles soient de taxes (TICGN), de transition énergétique vers le biogaz (CPB), de C2E, ou d'autres parts de l'acheminement). Ce contexte contribue à ce que la part du gaz hors molécule devienne pour nombre de consommateurs substantiellement supérieure au prix de la commodité elle-même. Le CLEEE identifie ces hausses concomitantes comme **un risque majeur pour le maintien de la compétitivité de ses adhérents et un frein à une relocalisation d'activités industrielles en France.**

C'est la raison pour laquelle nous nous prononçons CONTRE les propositions de tarifs telles que partagées par la CRE.

Par ailleurs, nous estimons que ces hausses concomitantes touchant le gaz ne feront QUE précipiter la baisse du nombre de consommateurs assujettis et ne feront qu'amplifier le problème de hausse résultante.

Cadre de régulation tarifaire

Question 1 : Partagez-vous le bilan du cadre de régulation fait par la CRE ?

Non

Commentaire :

Le bilan établi par la CRE à la fin de la période ATRD6 nous laisse très préoccupés.

Nous comprenons que selon les règles tarifaires en vigueur, le bilan résultant se solde par une hausse de la BAR et 15.8% et une hausse des CNE hors énergie de 10.4% Ces hausses à couvrir a posteriori par le tarif deviennent insupportables pour le consommateur et plaident pour une refonte totale du mécanisme. Par ailleurs, le cadre actuel prévoit que les écarts relatifs aux investissements et les charges de capital soient portées par le tarif et non par les opérateurs ce qui nous paraît insupportable dans les conditions actuelles. Il nous semble INDISPENSABLE de proportionner les investissements aux MOYENS résultants pour les gestionnaires de réseau et donc de les réduire.

Question 2 : Considérez-vous comme la CRE qu'une durée de la période tarifaire de quatre ans est adaptée pour l'ensemble des tarifs ? Partagez-vous l'avis de la CRE de reconduire la clause de rendez-vous à mi-période pour les charges d'exploitation ?

Oui

Question 3 : Avez-vous des remarques sur la méthode de détermination du revenu autorisé ?

Actuellement, le Revenu Autorisé prévisionnel de GRDF inclut les CNE (charges Nettes d'Exploitation), les CCN (Charges de Capital Normatives), le CRCP et un terme de Lissage (LIS). Le CCN est lui-même fixé sur la BAR (Base d'Actif Régulés) et le CMPC (Coût Moyen Pondéré du Capital). Ce CMPC devant permettre (je cite) "une rentabilité des fonds propres comparable à celles que GRDF pourrait obtenir pour des investissements comportant des niveaux de risque comparables".

Dans la configuration actuelle de baisse marquée du nombre des contributeurs au tarif se traduisant par une hausse **immodérée** des tarifs, Il faut impérativement baisser les Charges d'Exploitation et le niveau du CMPC, sans uniquement se préoccuper du taux de rentabilité théorique. Dans la proposition de la CRE nous ne voyons PAS d'adaptation à ce nouveau cadre. Nous plaillons pour un PLAFONNEMENT du CMPC tenant compte de la situation catastrophique d'évolution des tarifs

Question 4 : Êtes-vous favorable à un changement de méthode pour la fixation du coût moyen pondéré du capital, afin de mieux refléter l'évolution des conditions économiques ? Si oui, êtes-vous favorable à la mise en place d'un double taux, ou l'utilisation d'un taux unique pondéré ?

Défavorable

Commentaire :

Nous nous **opposons fermement** à ce changement de méthode. Et ce aussi bien pour les actifs historiques que les nouveaux actifs. Il est pour nous hors de question que lorsque la situation est moins favorable à l'opérateur une méthode différente soit choisie, d'autant qu'in fine c'est l'utilisateur qui paiera le surplus.

Question 5 : Si un taux unique devait être retenu, sur la base de quelle pondération ce taux unique devrait-il être selon vous établi ?

Comme nous nous opposons au changement de méthode nous n'avons rien à ajouter sur cette question

Question 6 : Êtes-vous favorable au maintien de la régulation incitative relative aux coûts échoués de GRDF ?

Ni favorable, ni défavorable

Question 7 : Êtes-vous favorable à la reconduction en l'état du cadre de régulation concernant les actifs immobiliers et les terrains cédés ?

Défavorable

Commentaire :

Même si aujourd'hui la répartition est de 80/20 entre les utilisateurs et les opérateurs il nous semble qu'au vu des évolutions tarifaires il faille intégrer les actifs cédés à 100% au CRCP.

Question 8 : Êtes-vous favorable aux grands principes de fonctionnement et d'actualisation du CRCP envisagés par la CRE ?

Défavorable

Commentaire :

N'étant pas favorables à la nouvelle valorisation du CMPC (Question 4) nous sommes contre l'actualisation proposée.

Question 9 : Êtes-vous favorable au calendrier et aux principes d'évolution tarifaire envisagés par la CRE pour le tarif ATRD7 ?

Défavorable

Commentaire :

Au niveau du calendrier et même si le 1er Juillet est la date historique de mise à jour, ne serait-il pas opportun d'envisager une date concomitante avec les Tarifs de Transport (1/04)?

Question 10 : Avez-vous des remarques sur les évolutions de calcul de l'évolution tarifaire, en particulier en ce qui concerne l'ajustement envisagé du terme IPC, pour la prise en compte de l'écart d'inflation entre hypothèse retenue et inflation réalisée en N-1 ? Êtes-vous favorable au maintien à +/- 2 % du plafond du facteur k ?

Le CLEEE est opposé à l'évolution du coefficient k à +/- 3% comme souhaité par GRDF - Nous sommes favorables à son plafonnement à moins de 2%

Question 11 : Avez-vous des remarques sur les évolutions envisagées du tarif ATRD6 des ELD, en particulier en ce qui concerne l'ajustement envisagé du terme IPC, pour la prise en compte de l'écart d'inflation entre hypothèse retenue et inflation réalisée en N-1, et la prise en compte exceptionnelle de l'écart 2022 au 1er juillet 2024 ?

Nous nous interrogeons sur l'évolution ponctuelle tarifaire de certaines petites ELD qui pourraient du fait d'une baisse importante de leurs contributeurs (exemple : migration massive sur réseau de chaleur non amorti sur un nombre suffisant d'utilisateurs comme nous l'avons récemment connu sur la ville de Grenoble) toucher de manière disproportionnée les utilisateurs consommateurs de la zone, notamment s'ils sont industriels.

Nous plaidons donc pour une péréquation tarifaire à la maille nationale le cas échéant ou un aménagement tarifaire pour les industriels des zones concernées afin que ces derniers ne soient pas pénalisés par l'organisation tarifaire du réseau.

Question 12 : Êtes-vous favorable au maintien du cadre de régulation actuel pour les charges d'exploitation ?

Défavorable

Commentaire :

Eu égard à la baisse du nombre des consommateurs, il nous semble indispensable de revoir la ventilation des charges d'exploitation.

Il nous semble en particulier important que le nombre de postes couverts entièrement au CRCP soit revu à la baisse pour tenir compte de l'évolution du nombre de contributeurs au tarif.

Question 13 : Partagez-vous l'analyse préliminaire de la CRE concernant les évolutions de la régulation incitative des coûts d'exploitation envisagées ?

Non

Commentaire :

En ligne avec les éléments précédemment évoqués et du fait de la baisse importante prévue du nombre de contributeurs, il nous semble nécessaire d'adapter la régulation incitative.

Nous ne sommes pas favorables à ce que les recettes de la part abonnement soient couvertes au CRCP, notamment du fait de l'incertitude liée à la potentielle migration de T2 vers les T3 pouvant potentiellement et indirectement augmenter ce poste.

Question 14 : Partagez-vous l'orientation de la CRE concernant la fin de l'incitation de GRDF sur le nombre de consommateurs raccordés à son réseau ?

Non

Commentaire :

Nous pensons que cette mesure serait de nature à trop déséquilibrer le tarif pour le consommateur

Question 15 : Partagez-vous l'analyse préliminaire de la CRE concernant la régulation incitative des charges d'Avantage en Nature Energie de GRDF ?

Non

Commentaire :

Selon l'analyse de la CRE, ce poste a augmenté de 120% entre 2020 et 2023. Dans le contexte actuel de forte hausse des tarifs d'acheminement pour les utilisateurs, il ne nous semble pas souhaitable d'augmenter la part Avantage en Nature Energie.

Question 16 : Êtes-vous favorable au maintien du dispositif et aux évolutions proposées concernant le mécanisme incitant GRDF à la maîtrise de ses coûts unitaires d'investissements dans les réseaux ? Avez-vous d'autres suggestions pour faire évoluer ce mécanisme ?

Favorable

Question 17 : Êtes-vous favorable à la reconduction du mécanisme de régulation incitative des investissements « hors réseaux » pour le tarif ATRD7 ? Êtes-vous favorable aux évolutions envisagées par la CRE pour ce mécanisme sur la période ATRD7 ?

Ni favorable, ni défavorable

Question 18 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant l'instauration d'une incitation à la maîtrise et à la priorisation des investissements de GRDF ? Êtes-vous favorable au principe de réévaluation de l'enveloppe d'investissements en cours de période tarifaire ? Êtes-vous favorable aux modalités financières envisagées ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Nous sommes favorables à l'incitation à la maîtrise et à la priorisation des coûts pour GRDF. En revanche, la trajectoire en termes de modalités financières telle envisagée ne nous semble pas soutenable pour les consommateurs dont le nombre va aller en diminuant.

Question 19 : Partagez-vous les enjeux présentés par la CRE s'agissant de la régulation incitative de la qualité de service ?

Oui

Question 20 : Êtes-vous favorable aux évolutions du dispositif de régulation incitative de la qualité de service envisagées par la CRE pour le tarif ATRD7 visant principalement à renforcer les incitations sur les thématiques prioritaires (interventions terrain, transmission des données aux acteurs, réclamations, comptage évolué et injection de biométhane) ?

Favorable

Question 21 : Êtes-vous favorable aux modifications envisagées par la CRE pour la régulation incitative du traitement des réclamations ?

Favorable

Question 22 : Êtes-vous favorable aux modifications envisagées par la CRE pour la régulation incitative du compte d'écart distribution (CED) ?

Ni favorable, ni défavorable

Question 23 : Êtes-vous favorable à l'introduction de l'indicateur « Taux de publication des données journalières de consommation » ?

Favorable

Commentaire :

Nous sommes très favorables à l'introduction de cet indicateur. En effet, les contrats évoluant y compris pour des parcs tertiaires vers des contrats Bloc+Spot, la disponibilité de cette donnée devient de plus en plus nécessaire.

Question 24 : Êtes-vous favorable aux évolutions envisagées concernant la qualité de service liée à l'injection de biométhane (suivi des délais de raccordements et incitation des réclamations associées, incitations au délai de remise des études détaillées) ?

Ni favorable, ni défavorable

Question 25 : Avez-vous des remarques concernant le cadre de régulation incitative de l'innovation et de la R&D envisagé par la CRE pour le tarif ATRD7 ?

Nous n'avons pas de remarque particulière sinon le souci de garder une trajectoire maîtrisée pour limiter les impacts sur le tarif

Question 26 : Êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE sur la mise en place d'une régulation incitative à la réalisation d'actions prioritaires ? Identifiez-vous des actions prioritaires qui pourraient être intégrées au mécanisme ?

Favorable

Commentaire :

Dans les idées de réalisations d'action nous souhaiterions alors même que GAZPAR semble être déployé (presque) partout avoir des remontées d'informations au pas journalier pour tous les compteurs, ce qui permettrait notamment dans le cas de multisite d'appréhender plus justement les questions d'engagement de consommation.

Question 27 : Considérez-vous que mettre fin à l'indexation de la BAR sur l'inflation pour la prendre en compte directement dans le taux de rémunération apporterait une réponse au risque de hausse du coût unitaire d'acheminement à terme ? Avez-vous des remarques sur sa mise en œuvre (méthode, progressivité, etc.) ?

Non

Commentaire :

Au vu de la trajectoire proposée dans la présente consultation à très court terme, il ne nous semble pas raisonnable de mettre fin à l'indexation de la BAR sur l'inflation pour une prise en compte directe dans le taux de rémunération. C'est peut-être une idée intéressante à terme si toutefois nous retrouvons une meilleure progressivité des coûts mais inapplicable dans le cadre du présent tarif du fait des montants de hausse actuels.

Question 28 : Considérez-vous que le changement de méthode d'amortissement apporterait une réponse au risque de hausse du coût unitaire d'acheminement à terme ?

Non

Commentaire :

Nous ne pouvons hélas au vu des hausses envisagées penser à atténuer les hausses long terme. Il nous faut déjà régler le très court terme où nous avons un apurement de CRCP inédit hérité de la période ATRD6 qui ne nous permet pas d'envisager cette solution.

Question 29 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur la pertinence de la réduction de la durée d'amortissement pour répondre au risque de hausse du coût unitaire d'acheminement ?

Non

Commentaire :

De la même manière que sur les questions précédentes nous nous opposons à cette modification faisant peser à très court terme une charge insupportable sur le consommateur.

Question 30 : Considérez-vous souhaitable de mettre en œuvre dès maintenant ces évolutions ?

Non

Question 31 : Avez-vous d'autres suggestions concernant la répartition dans le temps des charges de capital, dans l'objectif de répondre au risque de hausse du coût unitaire d'acheminement de gaz ?

Il nous semble indispensable de prendre en compte **un principe de réalité**, à savoir que **la hausse de participation des utilisateurs consommateurs au tarif n'est pas extensible à l'infini**.

Une conséquence probable des hausses tarifaires concomitantes est qu'au vu de la masse des hausses envisagées sur le gaz, les utilisateurs tertiaires très probablement migreront de manière prématurée vers d'autres modes de chauffage, faisant porter une part plus importante du tarif par des industriels qui auront plus de difficultés à changer d'énergie, pesant directement par là sur leur compétitivité.

Plus que la seule répartition dans le temps il nous semble nécessaire de revoir les sommes globales à la baisse, pour permettre une progressivité acceptable.

Question 32 : Êtes-vous favorable aux taux de pertes théorique envisagés par la CRE pour le tarif ATRD7 ?

Ni favorable, ni défavorable

Question 33 : Êtes-vous favorable à la reconduction le cadre de régulation du projet changement de gaz tel que défini sur la période ATRD6 ?

Ni favorable, ni défavorable

Niveau tarifaire

Question 34 : Avez-vous des observations concernant les ajustements envisagés par la CRE sur la trajectoire de R&D de GRDF sur la période ATRD7 ?

Nous partageons l'avis de la CRE . Nous pensons également que les utilisateurs de gaz actuels n'ont pas les moyens de porter les budgets R et D relatifs à l'optimisation des volumes de Biométhane ou la distribution d'hydrogène. Sur ces sujets, d'autres financements doivent être trouvés.

Question 35 : Avez-vous des observations concernant le bilan des gains Gazpar sur la période ATRD6 et l'estimation des gains sur la période ATRD7 ?

Pas de remarque

Question 36 : Avez-vous des observations sur le niveau de charges nettes d'exploitation envisagé par la CRE sur la période ATRD7 ?

Il ne nous semble pas acceptable avec la baisse prévue du nombre de consommateurs de partir sur la trajectoire GRDF. La trajectoire proposée par l'auditeur semble déjà difficile à payer pour le consommateur final. Nous sommes très inquiets du niveau final que la CRE retiendra.

Question 37 : Avez-vous des remarques concernant le solde de CRCP au 31 décembre 2023 ?

Le solde du CRCP prévu est sur cette période excessif.
Bien qu'il soit lié en partie à des soldes non apurés des années 2020 à 2022, et en partie à des CCN et CCE plus élevés qu'anticipé, ce montant vient grever de manière trop brutale les tarifs des consommateurs.

Question 38 : Avez-vous des remarques concernant le niveau des charges à couvrir demandé par GRDF ?

Le niveau de charges à couvrir ne nous paraît PAS réaliste dans un contexte de baisse de nombre des contributeurs. De manière basique il nous semble peu crédible de présenter des charges en nette hausse avec des recettes en baisse.
Si d'aventure la trajectoire de décrue du nombre de consommateurs réelle se révèle plus pessimiste que la trajectoire prévue dans les tarifs nous obtiendrons en fin de tarif un solde de CRCP impossible à apurer. Il nous semble de ce fait indispensable d'agir dès à présent sur le CMPC qui gouverne en partie les CCN. Les niveaux proposés dans cette consultation ne nous paraît plus compatible avec la trajectoire baissière des contributeurs.

Question 39 : Quelle est votre position sur les orientations envisagées par la CRE concernant le niveau des charges à couvrir pour la période ATRD6 ?

Pour ce qui est de la proposition de la CRE sur les niveaux de charges à couvrir sur la période ATRD7, il nous semble que l'effet de seuil 2023/2024 à 12.7% est trop élevé. D'une manière générale et même sur le scénario CRE prévu plus modeste en termes d'évolution tarifaire que l'évolution proposée par GRDF, il ne nous semble pas raisonnable de partir sur ces niveaux de charges à couvrir.

Question 40 : Que pensez-vous des trajectoires prévisionnelles de quantités de gaz distribuées et de consommateurs raccordés envisagées par la CRE ?

Nous n'avons pas l'expertise de la CRE sur la prévision d'évolution du nombre de consommateurs. Nous sommes inquiets au vu des remontées "terrain" que nous percevons de voir un effet plus rapide qu'anticipé de l'abandon du gaz par les consommateurs tertiaires. Il pourrait amplifier les problématiques de ciseau tarifaire, d'où notre insistance à diminuer dès aujourd'hui les montants des revenus autorisés pour ne pas se trouver avec une situation insoluble au prochain ATR.

Question 41 : Avez-vous des remarques concernant les options de lissage du revenu autorisé de GRDF envisagées par la CRE ?

L'introduction du terme de lissage ne changera pas beaucoup la réalité de la hausse pour les contributeurs

Question 42 : Êtes-vous favorable aux modalités d'évolution du terme Rf envisagées par la CRE ?

Ni favorable, ni défavorable

Structure tarifaire

Question 43 : Partagez-vous les enjeux identifiés par la CRE en termes de structure du tarif de distribution de gaz ?

Oui

Question 44 : Partagez-vous les enjeux identifiés concernant la tarification des usages appoint-secours du réseau de distribution ?

Oui

Commentaire :

Le CLEEE partage globalement la nécessité de l'introduction du terme de débit.

Il y a cependant dans les études de sensibilité menées entre la CRE et le CLEEE le cas spécifique des usagers de l'agro-alimentaire, qui ne doivent pas représenter la grande majorité des usages d'appoint pour lesquels la facture pourrait être **trop forte**.

A terme le CLEEE souhaiterait un terme de débit **différencié** entre les utilisateurs industriels et les autres utilisateurs du réseau. Le CLEEE est très préoccupé par la première proposition émise par GRDF qui aurait mené le terme de débit à 12 (rappelons : la proposition CRE est à 4). Ce terme de 4 augmentait déjà pour certains utilisateurs la part acheminement de plus de 50%. Or l'Agro-alimentaire a réellement besoin dans un contexte de potentiel rationnement du gaz en période de pénurie de pouvoir jongler avec d'autres sources énergétiques et ne pourra pas au péril de sa rentabilité se permettre de se passer de gaz.

Question 45 : Avez-vous des remarques concernant le niveau de seuil proposé par GRDF, afin de ne pas viser l'ensemble des clients par l'introduction d'un terme de débit ?

Nous partageons l'avis de ne pas appliquer le terme de débit secours aux clients du réseau des tarifs T4 et TP qui paient déjà une CJL dans leur tarif.

Question 46 : Est-ce que l'introduction du terme de débit tel que proposé vous semble une solution adaptée pour répondre aux enjeux identifiés pour la prochaine période tarifaire ?

Sans avis

Commentaire :

Nous ne savons pas si in fine l'introduction du terme de débit tel qu'envisagé permette de régler définitivement la question de l'équilibre des tarifs.

Nous mettons en garde, suite aux analyses effectuées sur l'impact que cette adaptation pourrait avoir sur des installations industrielles (ex : agro-alimentaire) à fonctionnement saisonnier. De ce fait nous plaçons à terme pour un terme de débit différencié pour certains usages industriels contraints.

Question 47 : Avez-vous des remarques sur la grille indicative à iso-niveau présentée par la CRE correspondant à l'introduction d'un terme de débit ?

Le niveau de 12 €/Nm3/h envisagé par GRDF ne nous semble pas réaliste. Avec le niveau de 4 envisagé par la CRE,

nous aboutissions sur certains utilisateurs industriels à des hausses très élevées (agro-alimentaire). Nous ferons un REX après la mise en place du nouveau terme de débit pour évaluer les impacts.

Question 48 : Partagez-vous la position de la CRE sur l'opportunité d'un changement de seuil T2/T3 ?

Oui

Commentaire :

Nous n'avons pas d'avis sur l'opportunité d'un changement de seuil. Nous nous interrogeons sur l'intérêt de l'entreprendre à ce stade. S'il n'y a pas (comme le laisserait supposer l'analyse préliminaire de la CRE) d'effet marquant sur le tarif nous serions partants pour ne PAS ajouter une réforme supplémentaire qui n'apporterait pas d'avantage ni au consommateur ni au gestionnaire de réseau mais aurait en revanche des implications sur les Système d'information de facturation pouvant être sources d'erreurs.

Question 49 : En cas d'introduction d'un changement de seuil entre options T2 et T3, êtes-vous favorable à la fixation du nouveau seuil à 100 MWh ? Un autre niveau de seuil, tel que 50 MWh, vous paraît-il plus pertinent ?

Favorable

Commentaire :

Le niveau de seuil de 100 MWh nous semble plus pertinent

Question 50 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle une concomitance entre l'évolution du seuil entre options tarifaires T2 et T3 et celle entre les profils et la fréquence de relève doit être recherchée, en cas d'introduction d'un changement de seuil ?

Oui

Commentaire :

Nous partageons l'analyse de la CRE. La remontée d'information pertinente des données de consommation nous paraît un préalable indispensable. D'où aussi l'intérêt de ne pas précipiter la modification réglementaire sur les seuils avant de s'être assuré d'avoir les bonnes remontées d'information.

Question 51 : Êtes-vous favorable au maintien du principe d'un timbre d'injection et à son extension aux installations de productions de gaz renouvelable et bas-carbone ?

Favorable

Question 52 : Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant le traitement des augmentations de capacité dans l'application du timbre d'injection ?

Oui

Commentaire :

Nous partageons l'avis de la CRE relative à l'évolution du périmètre des charges d'exploitation pour le calcul du timbre d'injection

Question 53 : Êtes-vous favorable aux principes, paramètres de construction et niveaux du timbre d'injection envisagés par la CRE pour le tarif ATRD7 ?

Ni favorable, ni défavorable

Question 54 : Êtes-vous favorable à l'élargissement du périmètre de charges à couvrir par le timbre d'injection ?

Favorable

Question 55 : Avez-vous d'autres suggestions concernant ce périmètre de charges et la forme à donner au timbre d'injection ?

Pas de remarque

Question 56 : Êtes-vous favorable au principe de reversement du timbre d'injection ?

Ni favorable, ni défavorable

Question 57 : Êtes-vous favorable au calendrier envisagé par le CRE pour la mise en œuvre des évolutions de structure du tarif de distribution ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Nous sommes favorables à la mise en place du terme de débit sur les T1-T2-T3 à partir du moment où les systèmes de remontées d'information sont effectifs partout. Si lesdites remontées sont disponibles au 1/1/2026, nous sommes favorables au calendrier envisagé.

Pour les modifications relatives au timbre d'injection nous sommes favorables au démarrage au 1/7/2024.

Question 58 : Pensez-vous souhaitable de faire porter les coûts de la relève résiduelle aux seuls consommateurs générant ces coûts ?

Oui

Question 59 : Êtes-vous favorable à l'approche proposée par la CRE et aux modalités envisagées concernant la facturation de la relève résiduelle ?

Liste des pièces jointes à la contribution :

2311_CONTRIBUTION CLEEE ATRD7.docx